

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Equateur-sous-pression>

# L'Équateur, sous pression.

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : mardi 15 avril 2008

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

Un éditorial de [La Jornada](#)

Mexico, le 16 avril 2008.

[Leer en español](#)

Les récentes accusations de la présidence colombienne contre le président équatorien, Rafael Correa, selon lesquelles, ce dernier aurait "désavoué" des opérations des forces armées de son pays contre les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie (FARC), participent à tendre les relations entre les deux pays sudaméricains et le paysage diplomatique régional. Par conséquent, cela renforce l'idée de que le gouvernement progressiste de Quito est victime d'une campagne de déstabilisation dans laquelle Álvaro Uribe est, aujourd'hui, l'opérateur le plus visible, mais dont les directives proviennent de Washington.

Les signes de la Casa de Nariño pointerait dans cette logique d'exploiter un point faible dans le schéma gouvernemental équatorien : la crise de confiance récemment déclenchée entre la présidence de Correa et le haut commandement du Ministère de la Défense mis à la retraite quand on a découvert qu'ils étaient infiltrés par l'espionnage étasunien. Maintenant il est clair que le gouvernement du pays voisin cherche à exacerber les différences entre l'autorité civile de l'Équateur et ses Forces Armées, avec l'intention de déstabiliser et affaiblir cette nation, en vue de préparer de nouvelles provocations militaires.

Les motifs pour ces actions et d'autres sont évidentes : l'attitude ferme de Correa dans la défense de la souveraineté de son pays, après l'incursion militaire colombienne contre un campement des FARC dans un territoire équatorien, il y a un mois et demi, opération dans laquelle plus de 20 personnes sont mortes, dont l'un des leaders les plus importants des FARC et quatre jeunes mexicains. Par addition, le président équatorien est dans la mire de la Maison Blanche et de son allié régional, Álvaro Uribe, après avoir serré les rangs avec Hugo Chavez -qui gouverne l'autre des nations qui peuvent se sentir menacées par le bellicisme incontrôlé d'Uribe- et promu la fondation d'une organisation hémisphérique qui regroupe les nations de l'Amérique Latine et dont Washington reste exclu, c'est-à-dire une organisation des états latinoaméricains.

Le même Chavez est, depuis de nombreux mois, victime d'une campagne intense de propagande étasunienne, qui a atteint la semaine passée, un nouveau sommet : le responsable au sein de l'administration Bush de la coordination de la stratégie "anti-drogue", John Walters, a affirmé que Caracas "contribue avec le trafic de stupéfiants réalisé par les FARC". Washington cherche à oublier que ses services de renseignements ont classé Uribe comme homme politique lié avec le trafic de drogues - données que confirment diverses investigations journalistiques colombiennes, particulièrement celles qui signalent la relation d'amitié qui existait entre la famille de l'actuel président colombien et le parrain décédé du *cárテル* de Medellín, Pablo Escobar-, et se jette à formuler des accusations dépourvues de tout fondement contre le président vénézuélien. Après avoir demandé à ses alliés européens de "faire pression " sur Chavez, Walters a basé son accusation sur quelque chose de plus incertain comme "quelques informations récentes des services de renseignement suggèrent que les FARC ont reçu de l'argent de sources externes pour atténuer leurs problèmes financiers".

Après le cycle désastreux des régimes néolibéraux -dans lequel, malheureusement, continue stagner notre pays- des gouvernements démocratiquement élus ont surgi en Amérique Latine, avec des visions et des propositions alternatives, moins axées sur la défense des intérêts financiers internationaux et plus attentives aux nécessités de leurs populations respectives. Deux d'entre eux, celui du Venezuela et celui de l'Équateur, semblent avoir été choisi par les États-Unis et leurs alliés locaux pour prendre le chemin d'une campagne de déstabilisation qui pourrait inclure -comme le suggère la folie belliciste d'Uribe- la gestation d'un conflit armé régional qui servirait à Washington comme prétexte pour intervenir d'une manière directe dans la zone andine. On peut espérer que la diplomatie régionale continue à être capable d'empêcher ce dernier dessein absurde du gouvernement de Bush, et que l'on

puisse préserver la paix aux frontières de la Colombie avec ses voisins.

**Traduit de l'espagnol pour *El Correo* par : Estelle et Carlos Debiasi**